******Pour un droit de la famille inclusif, équitable et accessible : tenir compte de la réalité des parents en situation de handicap**

**Mémoire**

Présenté à la Ministre de la Justice du Québec

Dans le cadre de la consultation publique sur la réforme du droit de la famille

Par :

Ex aequo

et

Le Spasme

Juin 2019

Un immense merci aux membres du Comité Parents en situation de handicap de l’organisme Ex aequo, sans qui ce travail de rédaction n’aurait pu être possible.

Un merci bien spécial aussi aux deux membres d’Ex aequo qui m’ont accompagné lors de l’audience de la consultation publique pour prendre la parole et adresser nos recommandations et revendications.

Travail de rédaction du mémoire :

**Frédéric Côté**

**Agent de défense des droits**



Travail de relecture et de correction :

**Emely Lefrançois**

**Responsable des communications et du secrétariat**



**Pour toutes informations, commentaires ou renseignements, veuillez contacter :**

**Marie Turcotte Frédéric Côté Patrick Desjardins**

Directrice Agent de défense des droits Président

  **Le Spasme**

**3150, rue Rachel Est**

**Bureau 203**

**Montréal, QC H1W 1A3**

**Tél. : 514-525-4985**

**le.spasme.courriel@gmail.com**

**RÉSUMÉ**

**Ex aequo** est un organisme montréalais de promotion et de défense collective des droits des personnes ayant une déficience motrice, qui a été fondé en 1980. À Ex aequo, nous travaillons activement à bâtir un monde inclusif grâce au déploiement de l’accessibilité universelle dans plusieurs domaines : vie municipale, transport, habitation, santé et services sociaux et communications. Depuis peu, Ex aequo s’est doté d’un mandat de défense et de promotion du droit à la parentalité chez les personnes en situation de handicap. Le travail dans ce dossier est réalisé avec les parents en situation de handicap et plusieurs partenaires (communautaires, publiques, académiques, etc.).

**Le Spasme** est un organisme provincial à deux volets qui s’alimentent l’un et l’autre. D’une part, Le Spasme vise à encourager la pratique et le respect du rôle parental chez les personne­s en situation de handicap dans une approche multi-limitations fonctionnelles par divers moyens ; notamment soutenir et créer un projet de ressource résidentielle incluant des services de soutien à domicile optimisés 24/7 adaptés aux familles avec un ou deux parents en situation de handicap. D’autre part, Le Spasme propose une démarche artistique permettant l’expression de la créativité et l’originalité. Avec nous, ça frappe l’imaginaire !

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Devant cette volonté de réformer le droit de la famille au Québec et de revoir les règles afin qu’elles soient les « plus adaptées au monde d’aujourd’hui », Ex aequo et le Spasme interpellent le Ministère de la Justice et le gouvernement du Québec pour qu’ils tiennent compte de la réalité des parents en situation de handicap. Dans ce mémoire, nous postulons :

**Que les parents en situation de handicap doivent être soutenus dans leur rôle parental, comme cela est d’ailleurs prévu et prescrit dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l’ONU, à laquelle s’est lié le Canada – et donc le Québec – en l’ayant ratifiée en 2010.**

La parentalité est un droit, nommé comme tel au sein de la *Convention relative aux droits des personnes handicapées* de l’ONU, ratifiée par le Canada. Pourtant, la réalité des parents en situation de handicap demeure méconnue voire même non reconnue au sein de la société et au sein des principales instances décisionnelles. Faute de mesures et de programme de soutien, plusieurs personnes en situation de handicap se voient nié leur droit à la parentalité ou encore ne peuvent l’exercer pleinement. Nous soutenons qu’il est injuste et potentiellement abusif que ces personnes soient soumises en droit aux mêmes obligations et responsabilités que n’importe qui d’autres, vu le contexte actuel. Il serait injuste de pénaliser ces personnes, du seul fait qu’elles ne peuvent se conformer aux règles ou correspondre aux normes dominantes de parentalité, en raison de certaines limitations ou incapacités.

**Que les personnes en situation de handicap soient considérées dans la réforme du droit de la famille et que l’on s’assure que parmi celles qui font le choix d’être parent, aucune ne puisse être lésée dans ses droits.**

Nous déplorons le fait que ni dans le rapport du Comité consultatif ni dans le document de présentation du Ministère il n’est fait mention des familles ou des couples composés de personnes en situation de handicap. Or, dans une perspective d’inclusion et pour viser une justice qui soit la plus équitable, nous croyons que la réforme du droit de la famille devrait tenir compte de la réalité des familles avec parents en situation de handicap.

Considérant que 9,6% des Québécois déclarent avoir une incapacité[[1]](#footnote-1) et que 33% déclarent avoir des difficultés significatives et persistantes à réaliser des activités de la vie quotidienne[[2]](#footnote-2), le handicap ne peut plus être un facteur ou un élément que la Loi peut ignorer.

**Que la justice familiale soit vraiment accessible, pour tous et toutes, suivant un principe d’inclusion et d’équité.**

Dans un souci d’inclusion, des efforts supplémentaires devraient être faits pour permettre à quiconque d’avoir accès aux services et ressources nécessaires lui permettant de faire valoir et de défendre ses droits, notamment ses droits parentaux. Qu’une personne ait des limitations ne devrait pas l’empêcher d’atteindre au même titre que n’importe qui des résultats équivalents. Ainsi, nous défendons et revendiquons l’accessibilité universelle, soit l’idée que « [tout] produit, procédé, service, information ou environnement, dans un but d’équité et dans une approche inclusive, [permette] à toute personne de réaliser des activités de façon autonome et d’obtenir des résultats équivalents »[[3]](#footnote-3). En ce sens, une personne qui a des limitations devrait pouvoir, au même titre que quiconque, envisager, rêver et réaliser son projet familial. Qui plus est, les parents en situation de handicap ne devraient pas avoir à « éduquer » les intervenants et intervenantes juridiques et judiciaires en ce qui a trait à leur réalité, par exemple lorsqu’ils doivent au même moment faire valoir leurs droits auprès des acteurs du système gouvernemental, par exemple de la Direction de la protection de la jeunesse.

**INTRODUCTION**

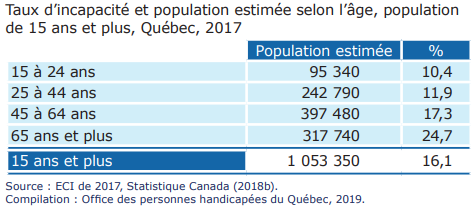
**Être parent en situation de handicap : une réalité encore totalement méconnue voire non reconnue**

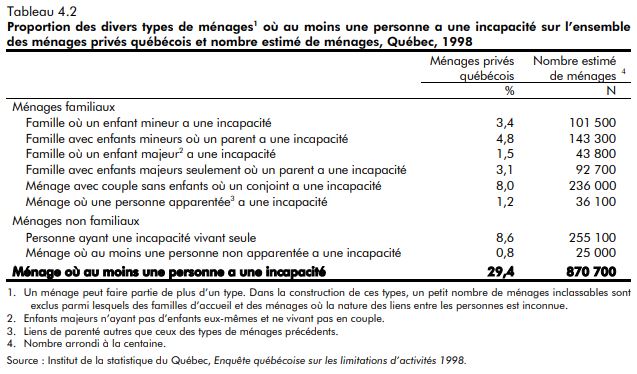
Distingués représentants et distinguées représentantes du gouvernement et membres désignés pour mener la consultation, nous souhaitons vous rappeler que parmi les parents du Québec, certains – pour ne pas dire plusieurs – pourraient se sentir exclus ou encore avoir l’impression d’être oubliés dans le cadre de cette démarche visant une réforme du droit de la famille. C’est que ni dans le rapport du comité consultatif ni dans le document de présentation du Ministère il n’est fait mention des familles ou des couples composés de personnes en situation de handicap.

Or, dans une perspective d’inclusion et pour viser un droit qui soit le plus équitable, nous croyons que la réforme du droit de la famille devrait tenir compte de la réalité des familles composées d’un ou de deux parents en situation de handicap. D’autant plus que le gouvernement, dans son appel à consultation, reconnaît que le droit actuel « doit être revu afin de tenir compte de la diversité des unités familiales »[[4]](#footnote-4). Nous estimons donc important que la réalité et les spécificités des familles composées d’un ou de deux parents en situation de handicap soient prises en compte dans la réflexion menée dans le cadre de la réforme. Nous nous posons la question suivante : en sommes-nous encore, en 2019, à devoir présenter et aborder le fait d’être parent en situation de handicap comme faisant partie de ces « nouvelles réalités familiales », pour reprendre la formule utilisée dans le cadre de la présente consultation ?

**Une « nouvelle réalité familiale » qui concerne beaucoup de québécois et de québécoises**

Encore aujourd’hui, la parentalité chez les personnes en situation de handicap tend à être considérée comme une « nouvelle réalité familiale » même si cela concerne beaucoup de québécois et de québécoises et prendra très certainement de l’ampleur au fil des ans. Effectivement, si l’on se fie aux statistiques de 2017, parmi les 1 053 350 personnes ayant déclarées avoir une incapacité au Québec, près du tiers (338 130 personnes) d’entre elles avaient entre 15 et 45 ans, soit une population qui est actuellement en âge d’avoir des enfants.

Pour ce qui est plus spécifiquement des parents en situation de handicap, les statistiques récentes viennent à nous manquer. Néanmoins, en se basant sur une des seules enquêtes disponibles – laquelle, mérite-t-il de préciser, date de plus de 15 ans[[5]](#footnote-5) ! – on constate que parmi l’ensemble des familles du Québec avec au moins un membre ayant une ou des incapacités, c’est 4,8% (soit environ 143 300 ménages) qui étaient composées d’enfants mineurs où un parent a une incapacité (voir tableau 4.2).



Ces quelques chiffres nous rappellent donc qu’il y a plusieurs personnes au Québec, parmi celles qui sont en situation de handicap, qui font le choix de devenir parent en dépit du fait qu’il existe encore beaucoup d’obstacles et de préjugés. De plus, on peut penser que d’autres personnes ont ou auront le souhait de fonder une famille éventuellement. Or, ce dont ont besoin ou auront besoin ces personnes, ce n’est certes pas d’un droit familial qui les décourage de fonder une famille ou bien qui vienne les pénaliser sur la base de préjugés. Ce dont ils ont plutôt besoin, ce sont des mesures qui soutiennent l’exercice de la parentalité et une justice qui soit vraiment équitable.

**POUR UN DROIT DE LA FAMILLE INCLUSIF, ÉQUITABLE ET ACCESSIBLE**

**Des parents qui demandent à être soutenus, et non pas pénalisés**

Nous souhaitons interpeller le gouvernement sur le fait qu’aucun programme clair de soutien à l’exercice parental, destiné aux personnes en situation de handicap, n’existe actuellement. En fait, la réponse à leurs demandes et à leurs besoins semble s’effectuer seulement au cas par cas, selon le professionnel ou la professionnelle qui intervient dans le dossier de la personne ou qui lui est attitrée. Les ressources ne sont pas connues, si ce n’est qu’elles n’existent tout simplement pas. Bien que la clinique Parents Plus du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau existe, celle-ci permet seulement d’avoir accès à certaines adaptations physiques précises permettant de faciliter l’exercice de sa parentalité. Or, cela est insuffisant pour plusieurs personnes en situation de handicap. D’autres mesures et programmes devraient nécessairement être disponibles, alors que ce n’est pas le cas présentement. Il faut dire que nous sommes toujours face à un manque de reconnaissance, tant social que politique, de la parentalité chez les personnes en situation de handicap. De plus, certains préjugés sont encore tenaces dans la société. Par exemple, des parents en situation de handicap se font répondre, lorsqu’ils rapportent faire face à des obstacles qui les empêchent d’exercer pleinement leur parentalité : « T’aurais dû y penser avant ! ».

Pour tout dire, ce que nous ne voulons surtout pas avec cette réforme à venir du droit de la famille, c’est qu’en oubliant de tenir compte de la réalité des parents en situation de handicap et en raison du manque de mesures et de programmes de soutien, ceci ne vienne à ouvrir la porte à de possibles discriminations en justice. Il ne faut absolument pas que le droit familial, tel qu’il sera revu et mis en œuvre ensuite, ne vienne compliquer la vie des familles avec un ou deux parents en situation de handicap plus qu’elle ne peut l’être actuellement, par exemple en les pénalisant indument et en imposant des sanctions injustes (par exemple, la perte de la jouissance des biens – ou des ressources adaptées – qui peuvent encore, minimalement, faciliter l’exercice de sa parentalité).

Ce que nous voulons plutôt, c’est que ces parents soient pleinement reconnus et soutenus dans leur droit à la parentalité, notamment par un droit de la famille québécois juste et équitable mais aussi par des programmes qui soient les plus inclusifs et adéquats.

**Reconnaissance des droits parentaux et précisions sur le besoin de soutien**

Rappelons que depuis l’adoption de la *Loi assurant l’exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale* (RLRQ, chapitre E-20.1) en 1978, les personnes en situation de handicap ont pu grandir dans un Québec qui reconnaît qu’elles ont pleinement leur place et qui leur garantit – au plan légal du moins – de pouvoir participer dans toutes les sphères de la vie sociale. Les jeunes adultes sont bien au fait de leurs droits, savent qu’ils ont leur place dans la société et ont la volonté d’y participer activement en assumant les mêmes rôles que quiconque. Ces jeunes adultes se considèrent – et surtout revendiquent d’être considérés – comme des personnes « à part entière », pour reprendre le libellé de la plus récente politique québécoise destinée aux personnes en situation de handicap.

Parmi ces jeunes adultes, plusieurs ont le souhait et font le choix d’être parents et veulent pouvoir assumer leurs obligations et responsabilités. Pour cela, ils doivent être soutenus dans leur projet et ce dans le respect complet de leurs droits. Toutefois, il semble que la parentalité chez les personnes en situation de handicap soit davantage appréhendée et vue comme relevant d’une question de responsabilités plutôt que de droit. Ceci nous amène à nous demander si le Québec – du moins par l’entremise de ses politiques – est mûr pour reconnaître pleinement ce droit à la parentalité chez les personnes en situation de handicap. C’est ce que nous souhaitons ardemment !

Parlant de droits, rappelons justement que le Québec a adopté en 2009 la politique « À part entière… », une politique visant à accroître la participation sociale des personnes handicapées[[6]](#footnote-6). Dans cette politique, il est fait mention de la nécessité et nous citons, « de tenir compte de la diversité des réalités familiales des personnes handicapées dans la conception des politiques familiales ». Si l’on a reconnu dans cette politique le fait que ces familles peuvent faire face à certaines difficultés, et qu’elles devraient être soutenues, nous constatons que les mesures et programmes nécessaires n’ont pas suivis. Ce que nous constatons plutôt, sur le terrain, c’est que le parent en situation de handicap ne peut pleinement assumer son rôle parental, faute de mesures de soutien. Il doit alors, trop souvent, s’en remettre à son conjoint ou à sa conjointe pour l’aider et même parfois à ses enfants lorsqu’ils sont plus vieux, en plus de devoir engager des frais et des ressources personnelles pour soutenir son rôle parental. De plus, la responsabilité qui incombe au conjoint ou à la conjointe, qui doit alors assumer un rôle d’aidant-naturel en plus de tous les autres, fait en sorte de mettre beaucoup de pression sur les couples et risque d’avoir un impact négatif sur la famille : de l’épuisement, du stress et des conflits pouvant mener à des ruptures, par exemple.

La personne ayant une ou des incapacités – et par extension sa famille et ses proches – ne devrait jamais avoir à payer et à assumer seule les conséquences liées au fait de se retrouver en situation de handicap, autant qu’elle ne devrait non plus être seule responsable des moyens pour pallier à cette situation. En fait, dit autrement et très simplement, cette personne ne devrait jamais être pénalisée du seul fait d’être en situation de handicap ; c’est à l’État que revient la responsabilité d’intervenir et de mettre en place des politiques publiques afin de garantir l’inclusion et l’équité. Par exemple, en Ontario, il existe un programme (appelé « *nurturing assistance* ») qui permet aux parents de pouvoir bénéficier d’un soutien humain destiné spécifiquement aux tâches et responsabilités parentales quotidiennes. Ce financement s’ajoute ainsi à celui servant à soutenir les activités de la vie quotidienne de la personne en situation de handicap.

Autrement, il est important de rappeler que les familles composées d’un parent ou de deux parents en situation de handicap doivent pouvoir bénéficier d’un logement accessible et adaptable, et ce suffisamment grand pour y loger adéquatement l’ensemble des membres de la famille, avec des services de soutien à domicile optimisés 24/7 lorsque requis. Toutefois, ces logements abordables et assez grands pour loger une famille, soit minimalement des 4 ½ ou des 5 ½, sont inexistants ou très, très, rares. Et que dire de la possibilité d’avoir accès à des 6 ½ ou des 7 ½ ? En fait, c’est chose quasi-impossible ! Or, de notre point de vue, ceci revient carrément à limiter voire empêcher la possibilité de fonder une famille chez les personnes en situation de handicap, lequel est un droit comme le stipule la Convention de l’ONU citée plus haut (*Convention relative aux droits des personnes handicapées*).

Au risque de nous répéter, nous attendons toujours que l’inscription que l’on trouve dans la politique gouvernementale du droit à la parentalité chez les personnes en situation de handicap puisse enfin se traduire en actions concrètes ; bref, que l’on passe d’une reconnaissance théorique à une reconnaissance pratique. Entre temps, selon nous, le fait que la personne en situation de handicap ne puisse exercer pleinement son rôle parental, faute de mesures et de programmes de soutien, rend abusif voire injuste de soumettre cette personne, en droit, aux mêmes obligations et responsabilités que n’importe qui d’autres. Ainsi, dans l’éventualité que la réforme du droit de la famille vienne à imposer aux conjoints et conjointes, en leur qualité de parents, certaines obligations mutuelles – des nouvelles – il ne faudrait pas que celles-ci, dans ce contexte où les ressources et mesures de soutien sont inexistantes, puissent avoir pour conséquence de dissuader les couples de fonder une famille.

Donc, en réponse à la question – ou l’appel – du gouvernement, qui souhaite connaître la « vision » de la population du Québec sur ce que représentent pour elle la famille et le couple, nous ne pensons absolument pas qu’il soit justifié d’opposer une vision plus autonomiste à une autre qui serait davantage empreinte de solidarité. À notre avis, et surtout en ce qui concerne la réalité des familles composées d’un ou de deux parents en situation de handicap, autonomie et solidarité vont de pair. De fait, en misant sur une plus grande solidarité sociale – ce que l’on revendique ! – on travaille dans le bon sens afin de garantir au parent en situation de handicap une plus grande autonomie, de fait comme en droit, et pour toute sa famille aussi.

**Réforme du droit de la famille : miser sur l’équité, élargir l’idée de « faculté »**

Dans cette réforme du droit de la famille, nous estimons que la réflexion autour des droits et responsabilités des parents en situation de handicap devrait se faire suivant un principe d’équité. C’est que, pour reprendre l’idée avancée par un parent en situation de handicap : « comment avoir une réelle égalité quand l’un des conjoints – celui ou celle sans incapacité ou ayant une incapacité moins sévère – doit, selon la gravité du handicap de l’autre et l’importance de ses besoins, en être en partie responsable ? ». Autrement dit, la condition de la personne en situation de handicap, cumulée au fait qu’elle n’ait pas accès aux ressources et mesures de soutien (humain, financier, etc.) dont elle a besoin, fait en sorte qu’elle doive assumer son rôle de parent différemment de l’autre, et ce sans pour autant qu’il y ait inégalité entre les deux.

Juger de ce qui relève d’un juste partage des tâches entre conjoints et conjointes et de la contribution de chacun et chacune aux charges de la famille, en biens et en services, devrait se faire en accord avec un principe d’équité, c’est-à-dire en tenant compte des réelles possibilités – ou capacités – qui permettent à la personne en situation de handicap d’en assumer sa partie, et ce de manière réaliste. Là-dessus, nous rejoignons les membres du comité consultatif lorsqu’ils proposent « d’assujettir les parents d’un enfant commun à charge, lorsqu’ils font vie commune, à l’obligation de contribuer, en biens ou en services, aux charge de la famille »[[7]](#footnote-7). Par contre, cela ne devrait pas être seulement le cas « en proportion de leurs facultés respectives », tel qu’il est spécifié dans le texte et dans le sens qui est entendu. Dans le cas des parents en situation de handicap, l’idée de « faculté » devrait, selon nous, être entendue autrement et plus largement que seulement d’un point de vue financier. Par exemple, nous pensons que le terme « capacités » pourrait être ajouté au texte de loi afin de mieux refléter la réalité des parents en situation de handicap.

En réformant le droit de la famille, celui-ci ne devrait pas, pour ce qui est de la contribution aux charges familiales, s’en tenir uniquement et simplement aux « facultés » financières, mais aussi et surtout considérer les moyens réels dont disposent – ou ne disposent pas – les parents qui sont en situation de handicap. Ceci afin d’éviter d’éventuelles décisions ou jugements discriminatoires.

**Réforme du droit de la famille : des questionnements à vous partager**

Autrement, dans cette réflexion visant à moderniser le droit de la famille au Québec, pour y inclure et considérer la diversité des familles, nous estimons important de vous partager deux questionnements – ou préoccupations – qui ont été soulevés en discussion entre parents en situation de handicap :

**Premier questionnement :**

Qu’en est-il, ou qu’en sera-t-il une fois réformée le droit de la famille, des droits parentaux d’une personne en situation de handicap en cas de séparation ou de divorce, voire en cas de décès du conjoint ou de la conjointe ? Comment prévoir et garantir un traitement équitable et exempt de toute discrimination fondée sur le handicap ? Ou encore, comment élargir la notion de parentalité afin de la rendre la Loi non discriminatoire pour le parent en situation de handicap ?

**Deuxième questionnement :**

Comment s’assurer que, dans le cadre de la présente réforme du droit de la famille, soient respectés et pris en compte l’intérêt et les droits de l’enfant – présenté comme le premier « principe directeur » – sans pour autant que cela ne vienne discriminer et pénaliser le parent en situation de handicap ?

Notons que l’appel à consultation du Ministère de la Justice, avec ses aspects légaux et les différentes nuances de droit qui y sont soulevées, est plutôt complexe à comprendre pour une personne qui n’est pas initiée. Une majorité de personnes parmi la population, nous-mêmes d’ailleurs, ne maîtrisent pas tout ce langage juridique et légal ; ainsi, il est ardu de se positionner et de faire des avis précis. Néanmoins, ce que nous souhaitons dans le cadre de cette réforme du droit de la famille, c’est que l’on prenne en compte la réalité des personnes en situation de handicap, et que dans l’aménagement ou la modernisation du droit de la famille, face aux questions que cela soulève, on fasse le nécessaire pour que le parent en situation de handicap ne soit pas lésé dans ses droits en cas de séparation, de divorce, ou bien de décès du conjoint ou de la conjointe.

De plus, nous revendiquons que le parent en situation de handicap ne soit pas lésé dans ses droits, en ce qui concerne notamment son autorité parentale, faute d’avoir pu compter sur des mesures et de justes programmes de soutien. Les parents en situation de handicap souhaitent ardemment pouvoir assumer pleinement leur obligations et responsabilités parentales. Or, pour cela, ils ont besoin d’un soutien de l’État ; c’est-à-dire des mesures et programmes adaptés.

Par rapport à cela, nous croyons important de signaler aux membres du gouvernement un problème de droit qui nous a été rapporté, et qui mériterait que l’on s’y intéresse, afin notamment de pouvoir mieux en connaître l’ampleur. En fait, il arrive que la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) intervienne dans la vie de certaines familles composées d’un ou de deux parents en situation de handicap. Or, ces parents sont volontaires et demandent de l’aide et du soutien. Il est clair que la *Loi de la protection de la jeunesse* (RLRQ, chapitre P-34.1) doit demeurer une loi d’exception sinon son application, dans le cas qui nous intéresse, constitue une discrimination fondée sur le handicap puisqu’il s’agit là *prima facie* d’une distinction basée sur un motif illicite. Selon nous, c’est la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2) qui, si elle était adéquatement mise en œuvre et bonifiée par des programmes adaptés, devrait permettre aux parents d’assumer pleinement leur rôle parental, et ce dans le respect de leurs droits, c’est-à-dire sans aucune discrimination.

En somme, ce n’est pas à la DPJ que revient le mandat d’assurer aux parents en situation de handicap de pouvoir exercer pleinement leurs rôles parentaux. Ceci, à notre avis, témoigne d’un échec de l’État – ou du gouvernement – lequel n’a pu prévoir en amont et n’a pas su mettre en place les bonnes mesures qui pourraient effectivement soutenir ces parents qui souhaitent exercer pleinement leur responsabilités et tâches liées à la parentalité.

**Une justice familiale vraiment accessible, pour tous et toutes !**

Nous joignons notre voix à celle du Comité consultatif sur le droit de la famille en soulignant l’importance de « promouvoir l’accès à la justice familiale par la mise en place de mesures et d’outils favorisant l’exercice des droits [et] le respect des obligations [et ce] conformément au droit et à l’équité ». Dans un souci d’inclusion, nous revendiquons effectivement la possibilité pour quiconque d’avoir accès aux services et ressources nécessaires qui lui permettent de faire valoir et défendre ses droits, peu importe ses limitations ou sa condition, et ainsi de pouvoir atteindre au même titre que n’importe qui des résultats équivalents.

Si cela semble aller de soi, et qu’on ne peut qu’accueillir favorablement un tel énoncé de principe, il reste quand même que dans la réalité ce n’est pas toujours le cas ; la justice n’est pas accessible pour tous et toutes. Il arrive par exemple que des parents en situation de handicap doivent désamorcer les différents préjugés dont ils font les frais, ou encore faire un travail d’éducation et de sensibilisation, et ce en même temps que d’avoir à composer avec les procédures et règles – assez exigeantes, disons-le – visant à faire valoir et défendre leurs droits en tant que parent.

En cela, nous estimons qu’il est important et pressant que les différents intervenants et intervenantes juridiques et judiciaires, en raison notamment du pouvoir qu’ils détiennent sur le cours et sur les résultats de ces procédures, devraient avoir une plus grande et meilleure connaissance de la réalité des familles composées d’un ou de deux parents en situation de handicap. Ils devraient aussi avoir les moyens et les ressources nécessaires pour bien les accompagner dans leur démarche visant à faire reconnaître leurs droits.

**CONCLUSION ET REMERCIEMENTS**

Pour terminer, en notre nom et au nom des parents que nous représentons, nous tenons à remercier les membres du gouvernement et les personnes désignées d’avoir initié une telle consultation publique et de mener la présente démarche. Nous accueillons positivement la proposition que le droit de la famille, au Québec, soit revu et modifié afin de correspondre au mieux à la réalité actuelle et qu’il puisse refléter toute la diversité des familles. Nous remercions aussi les membres du gouvernement et les personnes désignées d’avoir pris le temps de lire – et d’écouter – nos propos et nos demandes. Maintenant, nous espérons que ces demandes et que la réalité des familles composées d’un ou de deux parents en situation de handicap seront prises en compte dans l’éventuelle réforme du droit de la famille.

Aussi, nous encourageons fortement le Ministère de la Justice à créer des « vases communicants » avec d’autres ministères, par exemple avec celui la santé et des services sociaux, dans le but que soient mises en place les mesures nécessaires pour soutenir l’exercice de la parentalité chez les personnes en situation de handicap, au Québec.

Enfin, ce que l’on veut surtout s’assurer, c’est que parmi l’ensemble de ces parents qui sont en situation de handicap, au Québec, qui rappelons-le souhaitent plus que tout assumer leurs obligations et responsabilités parentales, qu’aucun ne soit pénalisé indument, faute d’avoir pu bénéficier d’un juste et nécessaire soutien de la part de l’État.

En résumé, et de manière très simple, voici ce qui mérite une attention particulière en plus d’une certaine réflexion : à notre avis, devant la loi, défendre l’intérêt supérieur de l’enfant ne doit absolument pas signifier que lui soit automatiquement nié ou empêché que son parent puisse être en situation de handicap ! Cet enfant doit avoir l’assurance que son parent aimant et pleinement investi dans son développement puisse être considéré et traité de manière juste et équitable, et qu’il puisse en plus bénéficier du soutien dont il a besoin et auquel il a droit.

**NOS REVENDICATIONS ET RECOMMANDATIONS**

* Reconnaître formellement dans le réforme du droit de la famille le droit à la parentalité chez les personnes en situation de handicap ;
* Développer une vision élargie de la conception et de la norme de parentalité ;
* Mettre en œuvre des programmes et des mesures de soutien à l’exercice du rôle parental chez les personnes en situation de handicap ;
* Élargir la notion de contribution parentale pour qu’elle n’implique pas seulement la question financière, mais qu’elle tienne compte aussi de la réalité des personne en situation de handicap, c’est-à-dire de leurs capacités ;
* S’assurer que les nouvelles dispositions de la réforme n’aient pas pour conséquence de créer un préjudice pour les parents en situation de handicap en cas de divorce, de séparation ou de décès du conjoint ou de la conjointe ;
* Faire en sorte que la relation entre le parent en situation de handicap et son enfant soit maintenue et bonifiée, nonobstant le nombre d’heures de services de soutien requis ;
* Créer et bâtir des milieux de vie répondant entièrement aux besoins des familles composées d’un ou de deux parents en situation de handicap.

1. Statistiques Canada, Enquête sur l’incapacité, 2012 ; Société Logique, 2019 [↑](#footnote-ref-1)
2. Institut de la statistique du Québec, *Taux d’incapacité selon le sexe et l’âge, population de 15 ans et plus*, Québec et régions socio sanitaires (2010-2011) ; Société Logique, 2019 [↑](#footnote-ref-2)
3. Définition développée en 2011 par le Groupe DÉFI Accessibilité (GDA) dans le rapport de recherche pour les milieux associatifs de Montréal, Accessibilité universelle et designs contributifs (version 5.3), par les chercheurs LANGEVIN, ROCQUE, CHALGHOUMI et GHORAYEB de l’Université de Montréal. [↑](#footnote-ref-3)
4. Gouv. du Québec, « Consultation publique sur la réforme du droit de la famille », avril 2019, 23 p. [↑](#footnote-ref-4)
5. CAMIRAND, Jocelyne, et Jacinthe AUBIN (2004). L’incapacité dans les familles québécoises : composition et conditions de vie des familles, santé et bien-être des proches, Québec, Institut de la statistique du Québec, 204 p. [↑](#footnote-ref-5)
6. Gouv. du Québec, « À part entière : pour un véritable exercice du droit à l’égalité », juin 2009, 74 p. [↑](#footnote-ref-6)
7. Gouv. du Québec, « Consultation publique sur la réforme du droit de la famille », avril 2019, 23 p. [↑](#footnote-ref-7)